

Relations industrielles

***Perspectives multidimensionnelles sur les restructurations d'entreprise*, Sous la direction de Patrice Jalette et Linda Rouleau, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2014, 358 pages. ISBN 978-2-7637-2307-5**

François Bolduc

Volume 71, numéro 1, hiver 2016

URI : id.erudit.org/iderudit/1035907ar
<https://doi.org/10.7202/1035907ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN 0034-379X (imprimé)
1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bolduc, F. (2016). *Perspectives multidimensionnelles sur les restructurations d'entreprise*, Sous la direction de Patrice Jalette et Linda Rouleau, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2014, 358 pages. ISBN 978-2-7637-2307-5. *Relations industrielles*, 71(1), 188–190. <https://doi.org/10.7202/1035907ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Recensions / Book Reviews

Perspectives multidimensionnelles sur les restructurations d'entreprise

Sous la direction de Patrice Jalette et Linda Rouleau, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2014, 358 pages.
ISBN 978-2-7637-2307-5.

Le livre *Perspectives multidimensionnelles sur les restructurations d'entreprise* est le troisième ouvrage s'inscrivant dans la collection « Travail et emploi à l'ère de la mondialisation », publié par les Presses de l'Université Laval. Cette collection se veut un moyen de diffusion des travaux des chercheurs et chercheuses du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT).

Sous la direction de Patrice Jalette et de Linda Rouleau, respectivement professeur à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal et professeure au département de management à HEC Montréal, l'ouvrage traite du vaste thème des restructurations d'entreprises, et ce, dans une perspective multidisciplinaire et multinationale. Les textes qui y sont regroupés abordent les restructurations sous de nombreux angles, s'intéressant « aux déterminants des restructurations, à leur nature, à leurs enjeux, aux processus qu'elles impliquent ainsi qu'à leurs impacts, particulièrement ceux sur l'emploi et le travail, et ce, dans plusieurs contextes nationaux » (p.3).

Plus spécifiquement, l'ouvrage est composé de quatorze chapitres regroupés en quatre parties. La première partie comporte trois chapitres qui ont en commun de souligner le lien entre les restructurations et le contexte économique dans lequel elles s'inscrivent. Dans le premier chapitre, Patrice Jalette trace un portrait des restructurations d'entreprises au Québec pour la période de 2003 à 2010. L'auteur met en lumière l'ampleur des restructurations ayant touchées le Québec

lors de cette période. Allant au-delà des statistiques à propos des mouvements de l'emploi, ce chapitre identifie les secteurs d'activités touchés, ainsi que les différentes formes de restructuration. Si ce premier chapitre aborde les restructurations au niveau de l'entreprise, les deux chapitres qui suivent amènent le lecteur à situer les restructurations dans un contexte plus large, tout en contribuant à affaiblir l'argumentaire selon lequel les restructurations sont des adaptations nécessaires des entreprises à leur environnement. Pour ce faire, les auteurs soulignent les caractéristiques économiques et politiques qui permettent et expliquent les restructurations. Ainsi, dans le deuxième chapitre, Étienne Cantin analyse les restructurations de l'industrie américaine de l'automobile dans une perspective d'économie politique historique et internationale de long terme. Ce faisant, il s'attarde aux fondements de la crise que vit ce secteur et souligne les origines politico-économiques globales de celle-ci. Pour leur part, David Peetz et Georgina Murray, portent leur attention, dans le troisième chapitre, à la restructuration de la propriété du capital et à ses impacts sur l'emploi et sur les conditions de travail. Non seulement ils constatent que la dernière crise financière a renforcé la concentration du capital financier, mais ils établissent un lien entre l'instabilité de la propriété, les restructurations d'entreprises et les suppressions d'emplois.

La deuxième partie, composée de quatre chapitres, met l'emphase sur le rôle des institutions dans les restructurations. À l'aide d'études de cas, les chapitres quatre, cinq et six s'intéressent au rapport entre le contexte institutionnel et les acteurs des restructurations. Ainsi, dans le chapitre quatre, Valeria Pulignano et Vickie Dekocker analysent les facteurs qui influencent les réponses d'acteurs locaux aux restructurations dans plusieurs pays européens. Elles soulignent la nécessité d'ajouter, à la prise en compte des caractéristiques des institu-

tions nationales du marché du travail, les caractéristiques spécifiques des entreprises afin de comprendre les réponses des acteurs locaux aux restructurations. Pour leur part, Mélanie Laroche et Robert Hickey s'intéressent, dans le chapitre suivant, à la capacité des entreprises de modifier leur contexte institutionnel. Ce faisant, ils cherchent à dépasser la représentation des restructurations comme des réponses des entreprises face à des chocs exogènes, pour expliquer que les entreprises sont aussi des acteurs contribuant à la modification des institutions. Au chapitre six, Graciela Bensusan et Jorge Carillo cherchent à évaluer, à l'aide de trois études de cas, si le contexte institutionnel mexicain permet d'atteindre un certain équilibre entre les intérêts des entreprises et la protection sociale des travailleurs. Finalement, dans le chapitre sept, Michel Coutu et Julie Bourgault portent leur attention sur le contexte juridique canadien et cherchent à saisir les impacts du droit du travail sur les restructurations au Canada.

Les quatre chapitres regroupés dans la troisième partie ont en commun de s'intéresser aux nombreux acteurs impliqués dans les restructurations. Ainsi, au chapitre huit, Rachel Beaujolin-Bellet et Linda Rouleau s'attardent au rôle des gestionnaires impliqués dans la mise en œuvre d'une restructuration dans la construction d'un compromis social. Au chapitre neuf, l'attention est plutôt portée sur la relation entre les acteurs syndicaux et patronaux lors de la négociation d'un plan social. Pour ce faire, Marie-France Khalidi utilise un cadre théorique tiré de l'interactionnisme symbolique pour comprendre l'agissement des acteurs impliqués dans la construction du compromis. Au chapitre dix, ce sont les réactions des acteurs syndicaux qui sont analysés. Christopher Schenk et Robert Hickey y font une comparaison des réponses des grandes centrales syndicales du Canada et des États-Unis face aux restructurations et suppressions d'emplois. Enfin, le chapitre onze est l'occasion pour Philippe Bergeron,

Tania Claes, Michel Coutu et Guy Rocher de porter leur attention sur les nombreuses victimes des restructurations. Leur analyse des mesures québécoises régissant la procédure de licenciement collectif les amène à décrire concrètement les impacts des licenciements collectifs sur les travailleurs, leurs conjoints et enfants, ainsi que sur la communauté locale.

Finalement, les trois chapitres de la quatrième partie mettent l'accent sur les liens entre les restructurations et les dynamiques territoriales. Dans le chapitre douze, Patrice Jalette présente un cadre d'analyse permettant de mieux comprendre les transferts de production. Au chapitre treize, Marie Raveyre s'intéresse à l'accompagnement social des restructurations en portant son attention sur le volet de l'intervention territoriale. À partir d'une étude de cas, elle analyse différentes formes de pratiques de soutien territorial. Finalement, le chapitre quatorze porte sur les restructurations de districts industriels. En prenant appui sur l'exemple des restructurations des districts italiens, Philippe Barré soutient que le concept de « cluster » serait aujourd'hui plus à même de rendre compte de la réalité des réseaux industriels locaux.

Ce volume montre que les restructurations peuvent être abordées de nombreuses manières. À ce propos, dans l'introduction, on annonce que l'ouvrage a permis « aux auteurs et auteures d'aborder les restructurations sans contraintes » (p.3). Il s'agit là, à la fois d'une force de ce livre, du fait qu'on y retrouve des contributions diversifiées sur les plans théoriques, disciplinaires et méthodologiques, et à la fois d'une faiblesse, étant donné qu'il est difficile de tracer un fil conducteur clair et précis entre les différentes contributions.

Ceci dit, la pertinence de l'ouvrage recensé ne fait aucun doute puisqu'il contribue à accroître les connaissances sur le phénomène des restructurations d'entreprise. N'étant pas un volume de vulgarisa-

tion, il intéressera surtout un public initié au thème des restructurations (étudiants, chercheurs, etc.). Ce public y retrouvera assurément des résultats de recherche actuels, intéressants et pertinents.

François Bolduc

Département des relations industrielles
Université Laval

Les agences de travail temporaire: leur rôle et leur fonctionnement comme intermédiaires du marché du travail

Sous la direction de Mircea Vultur et Jean Bernier, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 282 pages. ISBN 978-2-7637-1971-9.

Cet ouvrage étudie le fonctionnement des agences de location temporaire de personnel, une réalité peu connue au Québec. Il s'appuie sur des résultats de recherche théoriques et empiriques. Les contributions sont structurées autour de trois thématiques: 1-leur émergence et les conditions sociales des travailleurs qu'elles emploient; 2-les rapports individuels et collectifs de travail; et, enfin, 3-la problématique de la santé et de la sécurité au travail.

La première thématique est développée à l'intérieur de trois chapitres. Le premier révèle que les emplois octroyés sont caractérisés par une relation triangulaire, rendant difficile l'application des dispositions légales québécoises. L'activité des 500 agences recensées au Québec n'est pas réglementée (aucune obligation de s'enregistrer, d'avoir un permis ou d'être solvable). Pourtant, certaines provinces canadiennes et des pays étrangers les encadrent, fournissant une protection minimale aux travailleurs et réduisant ainsi la précarité de leur travail. Des provinces comme la Colombie-Britannique et le Manitoba ont légiféré en ce sens, alors que le Chili est cité en exemple comme le pays apportant la meilleure protection aux salariés d'agence. Plusieurs pays européens (France, Royaume-Uni, Suisse, etc.) ont également mis en place des

réglementations. Le chapitre deux apporte un éclairage sur les logiques qui poussent les salariés à recourir à ces emplois: 1-*un recours délibéré* dans le but d'amorcer une trajectoire professionnelle, de s'assurer un revenu d'appoint ou de prospecter; 2-*un recours délibéré subi* du fait que souvent, l'agence représente la seule voie pour accéder au marché du travail après plusieurs tentatives sans succès; et 3-*un recours fortuit* quand le salarié pose sa candidature sans savoir qui offre l'emploi. Le processus de dotation est complexe et variable, les pratiques sont plus ou moins formalisées dépendamment de la taille de l'agence. Il ressort également que les capacités physiques et la disponibilité sont les meilleures garanties pour obtenir un emploi. De plus, les expériences de travail et les qualités individuelles, telles que le sérieux, l'efficacité et l'engagement au travail, sont davantage valorisées dans les critères de sélection, que le niveau de diplomation. Le troisième chapitre, enfin, traite des conditions sociales des travailleurs selon deux critères. 1-L'analyse de la dimension objective montre que les salariés d'agence ont des revenus annuels plus faibles et qu'ils occupent des catégories d'emploi demandant peu de compétences, alors qu'ils sont hautement scolarisés. 2-L'analyse subjective révèle qu'ils subissent plusieurs difficultés (manque de reconnaissance sociale, sentiment de marchandisation, insécurité, etc.). De fait, ce ne sont pas seulement les caractéristiques personnelles qui semblent expliquer leurs conditions, mais les stéréotypes et perceptions négatives liés à leur statut d'emploi, ce qui contribue davantage à les enliser dans ces situations vulnérables.

La seconde thématique, soit les rapports individuels et collectifs de travail, est traitée dans le chapitre quatre et elle s'attarde à la difficulté d'appliquer la *Loi sur les normes minimales de travail*. En effet, il est souvent impossible de déterminer le véritable employeur entre l'agence de location et l'entreprise utilisatrice. Les auteurs